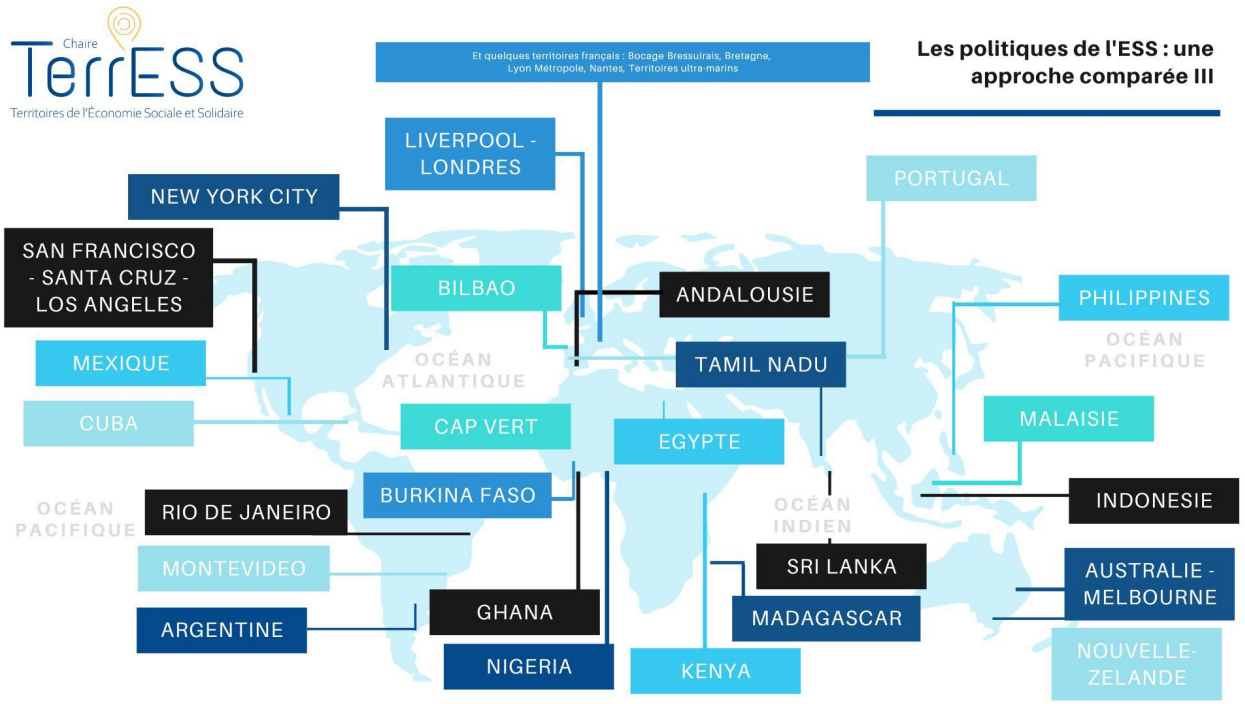
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Bretagne

Par Lou DALBERA, Sorine TOURNEBOEUF, Coralyne BALLEREAU, Flore TREVINO, Roxane RUDA

Le 19 décembre 2024 lors de la 5ème Conférence régionale de l'économie sociale et solidaire en Bretagne se réuniront les principaux acteurs de l'ESS bretonne afin de faire le bilan des dix ans de politiques régionales en matière d'ESS ainsi qu'élaborer la prochaine stratégie régionale (SRESS) 2025-2028. La Bretagne est une région significative dans le panorama de l'ESS française et ce par la précocité de structures pouvant aujourd'hui renvoyer au début de l'ESS. La Bretagne était un territoire à dominante rurale au XXème siècle, fortement dépendant de la pêche et de l'agriculture. (Pierre Le Gall, *Histoire économique et sociale de la Bretagne au XX^{e} siècle).* Selon L'INSEE, environ 80 % de la population bretonne vit en milieu rural, contre 56 % au niveau national en 1900. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, le revenu moyen par habitant en Bretagne est inférieur de 40 % à la moyenne nationale. Si cela a causé un exode rural massif vers d'autres régions, cette pauvreté a surtout amené les bretons à s'organiser très tôt pour répondre à une crise économique et sociale. Ainsi, des coopératives comme Laïta construite sur une base démocratique (un agriculteur = une voix) ont émergé pour garantir un prix stable pour les producteurs tout en valorisant les produits locaux. Ces structures se sont créées en lien avec les problématiques spécifiques de la Bretagne comme la pauvreté certes, mais aussi le phénomène des marées vertes dans les côtes d'Armor dès les années 1960. Face à cela, des agriculteurs bretons, comme ceux réunis dans la coopérative Kaol Kozh, se tournent vers l'agriculture biologique pour proposer des alternatives durables et viable pour les agriculteurs. Dans le domaine de la pêche, les luttes sociales (salaires et conditions de travail) des *sardinières* dans les années 1920 ont conduit les acteurs de la pêche à s'organiser entre eux dans des caisses de solidarité gérées collectivement. Ces structures économiques d'entraides gérées démocratiquement ont donné le pas pour les décennies à venir, faisant de la Bretagne un territoire particulier en termes d'ESS. D'ailleurs, les problèmes publics auxquels l'ESS répond aujourd'hui comportent certains points communs avec les structures de l'époque. La SRESS 2021-2024 identifie 5 champs d'investigations prioritaires dont un transversal et en complément de deux champs préalablement identifiés dans la SRESS 2017-2020. Devant répondre à un fort enjeu en termes de transition écologique, la région a réitéré la priorité du développement de l'économie circulaire en l'accompagnant d'un nouveau champ 21-24 qu'est la maritimité. Celui-ci comporte un volet de préservation auquel s'ajoutent aussi bien la pêche, le tourisme, l'insularité ou encore l'énergie. Également, la nouvelle SRESS 2024 identifie l'alimentation et l'agriculture comme une priorité afin de soutenir les formes collectives de production, transformation et de distribution de produits alimentaires locaux et de qualité. Ce volet vise à renforcer la situation nutritive des plus précaires et des plus fragiles par le biais de l'agriculture bio et de l'aide alimentaire. La troisième priorité concerne le logement et l'habitat avec des problématiques sous-jacentes telles que le domaine foncier, l'accessibilité, l'éco-construction, l'habitat inclusif et la question du vieillissement en lien cette fois-ci avec la priorité réitérée de 2017-2021 qu'est le vieillissement de la population. Par ailleurs, s'ajoute une dimension davantage économique qu'est la priorité donnée au commerce et services des territoires ruraux afin de soutenir des projets collectifs de maintien de commerce dans les territoires ruraux et quartiers politique de la ville tout en consolidant les emplois et les initiatives citoyenne sous statut associatif. Ainsi, se regroupent dans les problématiques et champs d'investigations prioritaires en découlant, des enjeux caractéristiques du territoire breton à travers les décennies comme l'enjeu autour de la pêche, de l'agriculture ou encore de la ruralité. Particulièrement, l'ESS bretonne vise à répondre à un enjeu transversal identifié par la SRESS 2021-2024 et qui devrait être reconduit : la lutte contre la pauvreté et

les précarités. La région vise en effet à répondre à travers l'ESS aux besoins des plus fragiles (jeunes, personnes âgées, isolées, demandeur·euse·s d'emploi, migrant·e·s) dans les domaines multiples déjà évoqués. Pour répondre à ces problématiques publiques, l'ESS bretonne s'est progressivement construite autour de diverses structures notamment les associations, représentant le premier statut de l'ESS en termes d'établissement (78,9%) et en volume de l'emploi (72,4%). C'est également le statut le plus diversifié en termes de secteur d'activités. A titre d'exemple, l'association Al'terre Breizh située à Quimper s'engage dans les transitions vers des modes de vie plus durables en proposant des chantiers d'écovolontariat à la réalisation d'actions collectives en faveur de la biodiversité. De son côté, la ferme de Ker Madeleine s'engage dans l'insertion de personnes en fin de peine de prison en proposant une activité agricole biologique, comprenant à la fois élevage et maraîchage. En seconde position, nous retrouvons les coopératives avec près de 28 000 emplois régionaux (2,7%). Grâce au fort développement de coopératives agricoles et financières, les coopératives bretonnes affichent un taux d'emploi supérieur à la moyenne nationale occupant environ 18,5% de l'emploi dans le secteur de l'ESS, bien au-dessus de la moyenne nationale (12,9%). Ces structures sont également très diversifiées. Par exemple, la coopérative Atelier Tro-heol construit des solutions simples, ingénieuses et artisanales afin de favoriser l'entraide et l'autonomisation pour aller vers un monde où l'on agit local et l'on pense global. La coopérative Enercoop Bretagne, elle, permet aux habitants de produire et consommer une électricité d'origine 100 % renouvelable. Enfin, parmi les autres structures de l'ESS bretonne, les fondations et les mutuelles, dans une plus faible proportion certes, contribuent également au développement l'ESS sur le territoire breton mais représentent tout de même 3,6% des établissements pour les mutuelles et 0,5% pour les fondations[1]. Ainsi, la Bretagne à travers son histoire marquée par une organisation collective face à des défis économiques et sociaux a su répondre aux besoins de son territoire via des solutions novatrices et solidaires. Cette dynamique s'est progressivement consolidée donnant naissance à un tissu économique basé sur une empreinte sociale et environnementale. Cela nous amène dès lors à nous demander : Comment la Bretagne, avec ses spécificités économiques et sociales, a-t-elle su devenir une région pionnière de l'ESS en France combinant entrepreneuriat et engagement social ?

Un cadre juridique et régional propice au développement de l'ESS

Cadre juridique

Forte d'un cadre juridique solide et de son identité régionale marquée, la Bretagne a su devenir un terreau fertile pour l'ESS où les dynamiques sociales et les initiatives entrepreneuriales s'unissent pour répondre aux enjeux économiques et sociaux du territoire.

D'une part, l'ESS s'est progressivement implantée en Bretagne grâce au cadre institutionnel national notamment avec la loi du 31 juillet 2014 qui a reconnu officiellement l'économie sociale et solidaire. Cette législation pose pour la première fois un périmètre clair de l'ESS incluant les acteurs historiques tels que les associations, les mutuelles, les coopératives et les fondations ainsi que de nouvelles formes d'entreprenariat à finalité sociale. Cette loi a permis une meilleure intégration de l'ESS dans les politiques publiques, tant au niveau national que local. Ainsi, l'ESS bretonne a pu bénéficier d'un cadre législatif propice à son développement notamment grâce à l'agrément ESUS et à la création de la Chambre

[1]« En Bretagne ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. Consulté le 15 décembre 2024. https://www.ess-bretagne.org/decouvrir/less-en-bretagne-chiffres-clefs/less-en-bretagne-chiffres-clefs

Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), qui représente les intérêts des acteurs de l'ESS au niveau régional. Elle tend également à favoriser un environnement opportun aux entreprises sociales grâce à des mécanismes de financement dédiés ou encore à l'accompagnement des structures. De plus, la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) adoptée en 2015 a conféré aux régions un rôle renforcé dans le soutien au développement de l'ESS. En Bretagne, cette loi a permis à la région de jouer un rôle central en matière de financement et de coordination des politiques ESS. Grâce à la loi NOTRe, la région Bretagne peut désormais identifier les besoins locaux, soutenir des projets d'innovations sociales, et garantir l'implantation de structures adaptées aux défis régionaux. Par ailleurs, le pacte de croissance de l'ESS, lancé en 2018 au niveau national, complète les initiatives des lois ESS et NOTRe en incitant les banques et institutions financières à orienter davantage de financements vers les entreprises de l'ESS.

D'autre part, la Bretagne a aussi pris une position précurseur dans le développement de l'ESS à travers une stratégie régionale en coopération étroite avec la CRESS Bretagne. Cette stratégie vise à structurer et renforcer le secteur de l'ESS à travers plusieurs axes tel l'accompagnement et la formation des porteurs de projets, le soutien à l'insertion professionnelle et à l'économie circulaire, ainsi que la promotion de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), des initiatives qui s'alignent avec les priorités régionales en matière d'innovation sociale, d'insertion professionnelle et de transition écologique.

Enfin, l'essor significatif de l'ESS sur le territoire breton a également été favorisé par un processus de co-construction impliquant les acteurs publics, les collectivités locales et les acteurs de l'ESS. Cette collaboration est d'ailleurs institutionnalisée notamment au sein de la plateforme de coordination de la Stratégie régionale ESS, où les parties prenantes se réunissent régulièrement pour analyser les enjeux spécifiques à la région et harmoniser leurs actions. Ce travail collectif a permis de structurer progressivement l'ESS, en l'intégrant dans divers secteurs économiques,de l'agro-alimentaire au tourisme, en passant par le commerce et les services. En 2017, l'ESS a été intégrée à la Stratégie régionale de développement économique consolidant ainsi sa place dans les politiques publiques locales. De même, des programmes comme Trajectoir'ESS, accompagnant les porteurs de projets et entreprises ESS, soulignent cette dynamique de coopération. En effet, ce programme propose un ensemble de services coordonnés pour soutenir la création d'entreprises collectives et innovantes sur l'ensemble du territoire breton. Elle dispose d'offres variées (formation, accompagnement, financement..) permettant de pérenniser les projets. Le soutien public, conjugué à l'implication des acteurs privés, contribue à l'émergence et à la consolidation de projets d'ESS en Bretagne.

Identité régionale :

En se plaçant comme première région française pour le poids dans l'ESS dans l'économie, l'identité régionale n'est pas un facteur anodin, et permet de favoriser ce développement si prégnant de l'ESS sur le territoire breton. En effet, l'importance accordée à l'ESS correspond à une culture très forte de la coopération de Bretagne. Historiquement, cela s'est traduit par l'existence de coopératives agricoles telles que les Cuma, ou encore d'associations dans les secteurs de la santé, du médico-social ou du service à la personne… L'économie sociale et solidaire a par la suite investi de domaines nouveaux tels que l'alimentation avec les Biocoop par exemple, ou encore la prévention des déchets et l'économie circulaire avec le Relais.

Ainsi, aujourd'hui, dans un contexte de nécessité d'une transition écologique, le territoire breton étant touché par les invasions d'algues vertes, et le secteur agricole breton faisant notamment face à des défis croissants pour allier productivité, rémunération juste des agriculteurs, et rendre les manières de produire plus vertes, l'ESS en Bretagne promet de continuer à être un secteur dynamique, car nécessitant de nombreuses innovations dès les prochaines années, et ceci dans de nombreux domaines.

L'ESS bretonne : un écosystème singulier structuré au service de l'innovation sociale et du développement territorial.

L'ESS bretonne repose sur un important système d'accompagnement qui passe par la CRESS. Elle y assure des rôles d'animation, de structuration, de sensibilisation et d'accompagnement entre les acteurs économiques de l'ESS et les pouvoirs publics au niveau régional. Au niveau local, ce sont les TAgBZH, réseau d'incubateurs bretons, qui développent les actions dans chacun des 4 départements. Les TAg sont des outils et dispositifs favorisant l'éclosion d'entreprises locales collectives et innovantes, en réponse aux besoins sociétaux du territoire. Elles visent à accompagner des projets d'entreprises de l'économie sociale et solidaire pour qu'elles fonctionnent de manière autonome et soient créatrices d'emplois locaux et durables. Par ailleurs, en Bretagne, il existe 19 pôles qui structurent l'ESS et portent les projets locaux de développement de l'ESS, au sein duquel participent plus de 800 structures adhérentes, afin de les orienter vers les différents dispositifs de soutien. C'est ce réseau de pôles qui est animé in fine par la CRESS, dans le but de construire un écosystème régional et territorial favorable à l'entreprenariat ESS et à l'innovation sociale.

Les structures de l'ESS bretonne ont principalement recours au terme national d'ESS pour se qualifier. Toutefois le terme d'entrepreneuriat social est de plus en plus utilisé par les structures elle-mêmes comme la coopérative Ti Coop créée en 2016 pour favoriser la réinsertion professionnelle tout en promouvant une agriculture respectueuse de l'environnement et économiquement viable. Cet aspect reflète le double visage de l'ESS bretonne : d'une part en tant que filet social indispensable contre les inégalités sociales et environnementales, notamment grâce à des structures comme les épiceries solidaires ou les ressourceries, d'autre part en tant que moteur du développement économique durable, innovant et compétitif. On retrouve cette dualité dans le référentiel de l'ESS bretonne s'identifiant comme "pansement social" des échecs des politiques de l'État tout en promouvant une économie viable, la création d'emploi, l'innovation ainsi que la création de valeur ajoutée.

Cette dualité se traduit concrètement par une multitude d'initiatives et de dispositifs qui articulent soutien social et développement économique, sous-tendus par des outils financiers, des partenariats institutionnels et des modèles de gouvernance innovants. En effet, l'ESS Bretonne bénéficie d'un appui solide grâce à des instruments financiers innovants et un accompagnement institutionnel adapté. Bretagne Développement Initiative (BDI) joue un rôle central en garantissant et en finançant des projets locaux, particulièrement dans des secteurs prioritaires comme l'insertion par l'emploi et les filières durables. Parallèlement, le Mouvement des Cigales mobilise depuis les années 1980 une épargne de proximité pour soutenir des initiatives ancrées dans les territoires, renforçant le tissu économique local. Les collectivités locales, telles que la ville de Lorient, participent activement à cette dynamique. Par exemple, elles garantissent un loyer sur 20 ans à la SAS Oncimè pour stabiliser le financement d'un projet ambitieux d'autoconsommation électrique, rassurant ainsi les investisseurs.

Ces actions financières s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à optimiser les ressources locales et à renforcer les partenariats territoriaux. L'ESS bretonne repose sur des principes fondamentaux comme « épargner local pour investir local », particulièrement efficaces dans des zones dynamiques telles que Rennes et les territoires littoraux. Cette approche favorise une coopération interterritoriale,

comme le démontre l'exemple de PRESOL dans le Pays de Rennes, où différents acteurs s'allient pour structurer l'ESS à l'échelle régionale. L'accès au foncier public constitue un levier essentiel de cette stratégie, à l'image du projet Bretagne Énergies Citoyennes (BEC), qui installe des panneaux photovoltaïques sur des bâtiments publics. En valorisant ces espaces sous-utilisés, l'ESS conjugue innovation, durabilité et bénéfices pour la communauté.

Cependant, le succès de ces initiatives ne repose pas uniquement sur le financement et les ressources matérielles, mais aussi sur un accompagnement technique et une gouvernance adaptée. Par exemple, grâce au soutien d'un technicien municipal en énergie, BEC bénéficie d'un appui essentiel pour garantir la viabilité technique et opérationnelle de son projet. Cette démarche s'accompagne d'un modèle de gouvernance participative, comme celui adopté par la SAS Oncimè, où chaque membre dispose d'une voix, indépendamment de son investissement financier. Une telle gestion démocratique favorise l'implication citoyenne tout en assurant une gestion transparente et stable, notamment grâce à des régulations atténuant les fluctuations des prix de l'électricité.

En combinant ces approches financière, technique et démocratique, l'ESS bretonne contribue directement à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD). Le projet BEC aligne ses actions sur l'ODD 7, en favorisant une énergie propre, locale et abordable. L'ESS soutient également l'ODD 8 en générant des emplois durables et en dynamisant l'économie locale, tout en répondant à l'ODD 10 en réduisant les inégalités sociales et territoriales. Bien que certaines zones rurales restent moins desservies, les actions dans des métropoles comme Rennes ou des zones littorales renforcent la cohésion régionale. Par ailleurs, l'ESS s'inscrit dans les ODD 11, 12 et 13, en promouvant des partenariats public-privé pour des villes plus durables, des modes de production responsables et une transition énergétique ambitieuse. Enfin, la gouvernance participative, comme celle de la SAS Oncimè, répond à l'ODD 16, en renforçant la démocratie locale et la transparence dans la gestion des projets.

Enfin, l'ESS bretonne étend son impact à des secteurs clés alignés avec les priorités régionales. Elle joue un rôle essentiel dans l'insertion professionnelle et la lutte contre le chômage en soutenant des entreprises et des projets créateurs d'emplois, notamment dans les territoires défavorisés. Des dispositifs de microcrédit professionnel et social permettent également de lutter contre l'exclusion bancaire. La structuration interterritoriale, facilitée par des réseaux comme la NEF, renforce la coordination entre régions, notamment entre la Bretagne et les Pays-de-la-Loire, consolidant ainsi un secteur financier solidaire au service du développement durable et inclusif.

En Bretagne, les habitants semblent avoir une connaissance croissante de l'économie sociale et solidaire, bien qu'elle ne soit pas encore généralisée. Cela passe notamment par une sensibilisation active et structurée autour de ces enjeux solidaires, à travers une politique active de formation menée par la CRESS Bretagne (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire). Tout d'abord, chaque année en novembre la Bretagne organise le Mois de L'économie sociale et solidaire, permettant aux acteurs de l'ESS dans la région d'organiser des évènements et activités pour sensibiliser le public. En 2023, plus de 300 événements ont eu lieu, attirant près de 20 000 participants. Cela peut prendre la forme de conférences, d'ateliers participatifs ou de projections, principalement axé sur la transition écologique. Par ailleurs, le portail internet de la CRESS est interactif, dynamique et moderne, facilitant le référencement des initiatives locales avec par exemple un annuaire des acteurs : l'enjeu d'accès aux informations numérique est maîtrisé par cette structure, facilitant l'accès aux informations sur ces structures. Cette sensibilisation se fait d'ailleurs dès le plus jeune âge, puisque le dispositif "mon ESS à l'École" permet aux enseignants de proposer aux élèves des projets inspirants en partenariat avec des structures locales d'ESS, cela se faisant aussi à travers la plateforme ESPER (l'économie sociale

partenaire de l'école de la République). En 2023, ce sont 70 ateliers qui ont été mis en place pour initier les jeunes aux valeurs de l'ESS. Cette dimension éducative dépasse même la structure scolaire puisque les élus locaux sont également invités à participer à des webinaires pour être formés aux enjeux de l'ESS. La communication active mise en place par la région, couplée à ses initiatives éducatives font de la Bretagne une des régions les plus actives en matière d'économie sociale et solidaire en France. Les emplois de l'ESS en Bretagne sont majoritairement féminins, souvent qualifiés, et bien répartis entre secteurs marchands (coopératives) et non marchands (associations). Cette combinaison la différencie de régions où l'ESS est davantage concentrée dans l'action sociale ou la santé publique.

L'impact de l'ESS en Bretagne : entre création d'emplois et solidarité territoriale :

La Bretagne se distingue par sa capacité d'innovation et d'expérimentations dans le domaine de l'ESS, avec par exemple les Fonds De Soutien à l'Innovation Sociale, créés pour encourager les projets répondant à des besoins sociaux persistants et insatisfaits. Ces fonds permettent un engagement citoyen social, et soutiennent l'entrepreneuriat innovant des entreprises à missions. Par ailleurs, la région a fait de l'accompagnement des personnes âgées un de ses objectifs de politiques publiques, en passant par des structures ESS. C'est ainsi qu'a été créé Bien Vieillir en Bretagne"en partenariat avec l'association Kohz ensemble, adaptant des structures et des services aux besoins des personnes âgées. La Bretagne est effectivement sujette à un fort vieillissement de la population, et ce projet vient répondre aux défis en matière de santé, de logement et de lien social. Mais les innovations bretonnes en matière d'innovation sont nombreuses et ne s'arrêtent pas là. Les projets et collectifs d'accompagnement de filières circulaires, ou encore des expérimentations dans le champ pénitentiaire sont rendus possibles par l'accompagnement conséquent et structuré de la région.

Le CRESS Bretagne dispose d'un observatoire de l'ESS lui permettant de collecter et de diffuser des données dans la région. Permettant de rendre plus lisible les résultats et impacts de politiques d'ESS, l'observatoire permet aussi l'accès à un dispositif d'aide à la décision, pour les particuliers mais aussi les organismes publics et privés qui les soutiennent, favorisant l'intégration de l'ESS dans les politiques publiques. Dans cette région, l'ESS représente près de 14% des emplois salariés, soit près de 18 000 salariés. Elle est la première région française en termes de poids de l'ESS dans l'économie locale avec une forte concentration dans certains secteurs tels que l'éducation, la santé ou encore l'action sociale. Ce sont près de 700 structures locales qui sont impliquées dans la gouvernance des pôles de développement ESS, en coordonnant leurs actions pour renforcer leur impact local, mobilisant plus de 3000 autour de projets divers. La région a compris qu'en dynamisant les structures d'ESS, elle s'engageait dans un développement de carrières sociales mais surtout durables. Ainsi, entre 2010 et 2015, plus de 6900 emplois ont été créés dans ce secteur. En 2022, environ 3000 emplois ont été créés notamment dans des secteurs tels que le sport ou le spectacle vivant (voir annexe 5), qui sont considérés comme des secteurs en réalité plutôt en crise. L'une des priorités de ces politiques bretonnes est l'aide aux personnes vulnérables. On compte alors plus de 70% des emplois ESS bretons qui se concentrent sur la fourniture de services aux populations défavorisées. Finalement, des études menées par l'INSEE soulignent la dynamique solidaire bretonne qui compte nombre de coopératives notamment dans les secteurs bancaires ou agroalimentaire, contribuant effectivement à offrir des services sociaux aux populations de la région. On comprend ainsi que la Bretagne se démarque en matière d'ESS, et cela se retrouve dans lorsque l'on se penche sur une comparaison du poids de l'ESS en France dans différentes régions. Avec 4

établissements ESS pour 1000 habitants, la Bretagne surpasse la moyenne nationale de 3.3, avec une densité globale élevée d'établissements ESS y compris dans des zones plus rurales ou périurbaines.

Limites à l'ESS bretonne :

Malgré ses nombreuses avancées, l'impact de l'ESS au sein du territoire breton reste inégal, particulièrement dans les zones rurales ou désarticulées. Les finances solidaires, bien qu'efficaces pour répondre aux besoins spécifiques des zones attractives telles que les métropoles comme Rennes et Nantes ou les régions littorales peinent à atteindre les espaces de précarité situés en dehors des grandes agglomérations. Par exemple, des territoires comme le sud-est de la Vendée, l'est du Maine-et-Loire ou le nord-est de la Loire-Atlantique demeurent moins desservis par les initiatives solidaires. Ces disparités, analysées en détail dans l'annexe numéro 6, soulignent la nécessité d'une stratégie renforcée pour une ESS plus équitable et intégrée à l'échelle régionale.

BIBLIOGRAPHIE :

« Al'Terre Breizh ». s. d.. http://www.alterrebreizh.org/.

« En Bretagne ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. https://www.ess-bretagne.org/decouvrir/less-en-bretagne-chiffres-clefs/less-en-bretagne-chiffres-clefs.

« Trajectoir'ESS, une démarche collective d'accompagnement en Bretagne | Avise ». s. d. https://www.avise.org/actualites/trajectoiress-une-demarche-collective-daccompagnement-en-bretagne.

Wokuri, P. (2021). Les projets coopératifs d'énergie renouvelable à l'épreuve des régimes de politique publique : les cas de MOZES au Royaume-Uni et de Bretagne énergies citoyennes en France. Nature, Sciences, Sociétés, 29(1), 57-67. Sciences Po Paris, UMR CEE, Paris, France.

Glémain, P., Bioteau, E., & Artis, A. (2010). Finances solidaires et territoires : analyses en Bretagne et Pays-de-la-Loire. Revue d'Économie Régionale et Urbaine, 2010(2), 221–226

« 5ème Conférence régionale de l'économie sociale et solidaire en Bretagne ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. https://www.ess-bretagne.org/conference-regionale-ess-2024-bretagne.

« Accompagner l'innovation sociale et les coopérations en réponses aux enjeux de transitions sociales et environnementales ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. https://www.ess-bretagne.org/sengager/accompagner-linnovation-sociale-et-les-cooperations-en-reponses-aux-enjeux-de-transitions-sociales-et-environnementales.

« Devenez partenaire d'un programme de sensibilisation des jeunes bretons à l'ESS ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. https://www.ess-bretagne.org/devenez-partenaire-dun-programme-de-sensibilisation-des-jeunes-bretons-a-less.

« En Bretagne ». s. d. Economie Sociale et Solidaire en Bretagne. https://www.ess-bretagne.org/decouvrir/less-en-bretagne-chiffres-clefs/less-en-bretagne-chiffres-clefs.

« Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire de Bretagne | L'Observatoire des Territoires ». https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/partenaires/observatoire-regional-de-leconomie-sociale-et-solidaire-de-bretagne.

ANNEXES :

Annexe 1 : Tableau des chiffres-clefs des statuts de l'ESS en Bretagne

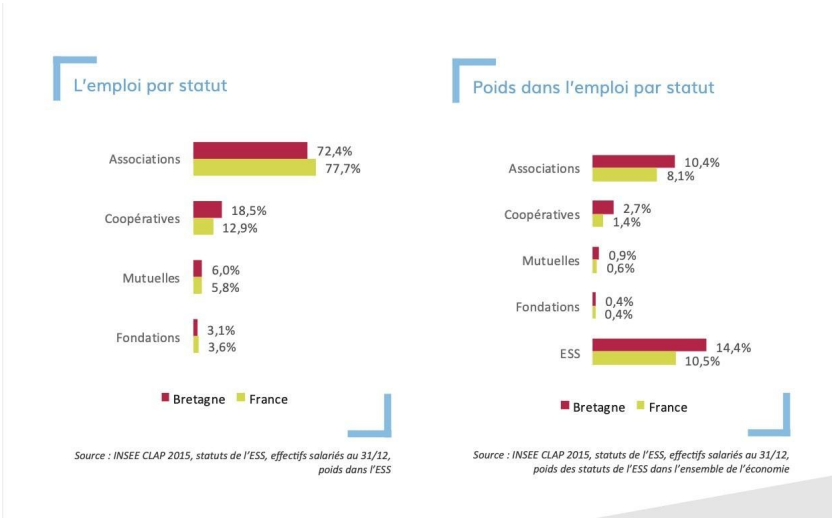
Chiffres-clefs des statuts de l'ESS en Bretagne

	Établissements		Effectifs au 31/12		ETP sur l'année		Masse salariale brute en millions d'€	
	Vol.	%	Vol.	%	Vol.	%	Vol.	%
Associations	10678	78,9%	108557	72,4%	92422	70,8%	2572	64,9%
Coopératives	2302	17,0%	27766	18,5%	25757	19,7%	973	24,6%
Mutuelles	489	3,6%	8942	6,0%	8029	6,2%	289	7,3%
Fondations	64	0,5%	4632	3,1%	4275	3,3%	128	3,2%
ESS	13533	100,0%	149897	100,0%	130483	100,0%	3962	100,0%

Source : INSEE CLAP 2015, statuts de l'ESS, établissements employeurs, effectifs salariés au 31/12, Effectifs en équivalent temps plein sur l'année, masse salariale brute sur l'année

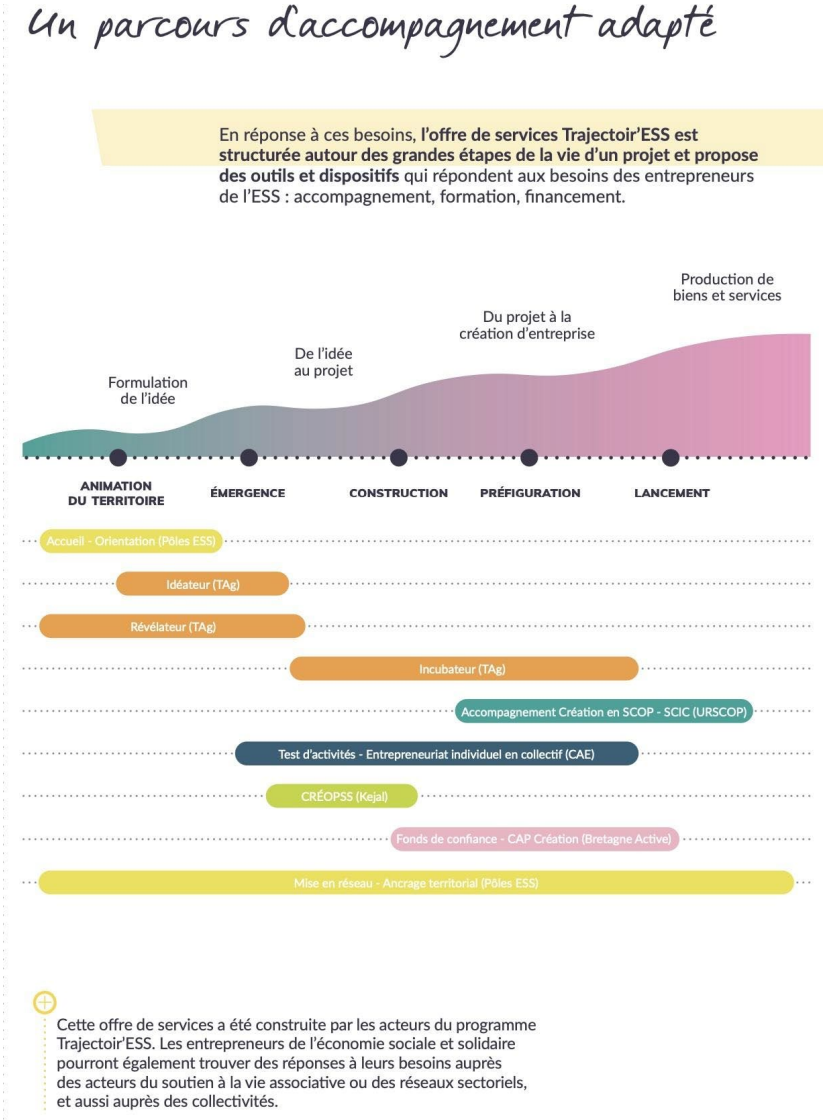
Ce tableau nous fournit des chiffres essentiels sur l'économie sociale et solidaire (ESS) en Bretagne, en détaillant le nombre d'établissements, d'emplois et la masse salariale par statut (associations, coopératives, mutuelles, fondations). Ce sont ces données qui nous permettent de comprendre l'ampleur de l'ESS dans la région. Ce tableau montre que les associations dominent largement en termes d'emplois (près de 72 %), ce qui reflète leur rôle central dans la réponse aux besoins sociaux. Cependant, les coopératives, même si elles représentent une part plus petite, sont un acteur clé, surtout dans des secteurs comme l'agriculture ou les énergies renouvelables.

Annexe 2 : Graphique diagramme de l'emploi par statut et du poids dans l'emploi par statut de l'ESS en Bretagne en comparaison au niveau national



Le graphique met en évidence les spécificités de l'ESS en Bretagne par rapport à la moyenne nationale. Au-delà de la simple comparaison, ces données mettent en évidence le fait que la Bretagne est un territoire pionnier dans certains secteurs, comme les coopératives, et que son modèle ESS se caractérise par une orientation locale et une réponse à des besoins spécifiques. Cela témoigne d'une stratégie régionale adaptée et innovante, ancrée dans les réalités bretonnes.

Annexe 3 : Schéma de la stratégie d'accompagnement du programme Trajectoir'ESS



Source : « Trajectoir'ESS, une démarche collective d'accompagnement en Bretagne | Avise ». s. d. Consulté le 15 décembre 2024. https://www.avise.org/actualites/trajectoiress-une-demarche-collective-daccompagnement-en-bretagne.

Ce schéma détaille les étapes clés du soutien aux projets, comme le financement, la formation et l'accompagnement sur mesure. Ce programme illustre l'engagement de la Bretagne à ne pas seulement encourager la création de structures ESS, mais aussi à assurer leur pérennité et leur succès à long terme. Ce qui est intéressant ici, c'est la manière dont ce schéma démontre un accompagnement structuré et

personnalisé, où chaque acteur de l'ESS bénéficie d'un soutien adapté à son projet, renforçant ainsi l'impact social et économique des initiatives locales.

Annexe 4 : Tableau des résultats du programme Trajectoir'ESS

Source : « Trajectoir'ESS, une démarche collective d'accompagnement en Bretagne | Avise ». s. d. Consulté le 15 décembre 2024. https://www.avise.org/actualites/trajectoiress-une-demarche-collective-daccompagnement-en-bretagne.

Ce tableau présente les résultats concrets du programme Trajectoir'ESS, en termes de projets soutenus et d'emplois créés. Il nous montre en quoi cet accompagnement a réellement permis de transformer des

idées en actions et de soutenir des initiatives porteuses d'impact social. Les résultats obtenus sont une preuve de fonctionnement de la stratégie d'accompagnement. Cela montre que l'ESS peut être un levier puissant pour générer de l'emploi durable et répondre aux besoins des communautés. Ce tableau nous rappelle que l'ESS, au-delà des discours, apporte des solutions tangibles et mesurables aux problèmes sociaux et économiques.

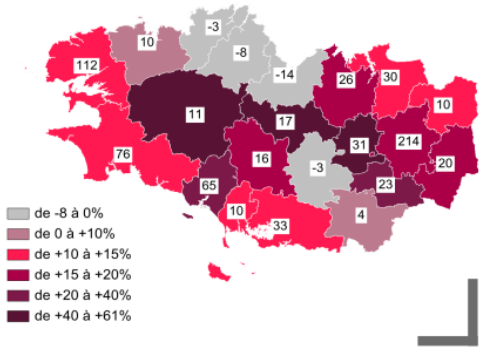
Annexe 5 :

Sport, dynamique très forte sur le pays de Rennes

La plupart des territoires connaissent des croissances de l'emploi assez élevées dans les clubs de sport . On soulignera que les plus forts taux de croissance s'observent dans des pays ruraux : Centre-Ouest-Bretagne, Centre-Bretagne, Brocéliande.

La situation à la baisse sur les pays du Trégor-Goëlo, Guingamp et Saint-Brieuc contraste avec les hausses observées sur les territoires voisins.

Evolution de l'emploi dans le sport



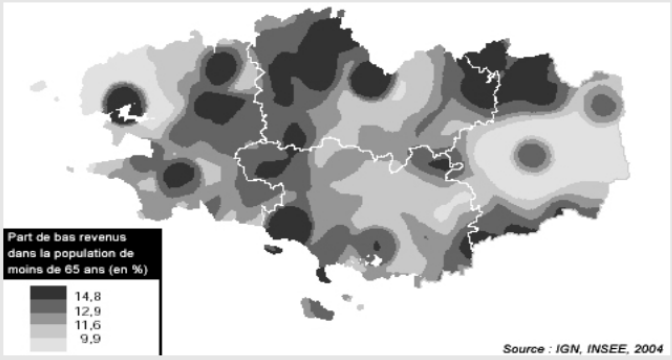
Source : Acoss-Urssaf, effectifs salariés de l'ESS, bilans annuels 2010 et 2015, évolution en % et volume

Sur cette annexe, on note la croissance de l'emploi dans le secteur du sport en Bretagne. On comprend alors que si les secteurs plus agricoles de l'ESS connaissent un essor favorable, c'est aussi le cas pour des secteurs tertiaires comme le sport.

Source : https://www.ess-bretagne.org/uploads/files/cress_ressources/Dynamiques%20de%20l'ESS%20bretonne%20entre%202010%20et%202015_final_mai2017.pdf

Figure 1 – Ensemble des porteurs de projets soutenus par Bretagne Développement Initiatives (BDI) en 2006

Figure 2 – Pauvreté par commune en Bretagne *(données lissées)*



Annexe 6 :